







METHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphoniques avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Event Tracking, EET) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites terrain et/ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. Les informations sont ensuite recueillies dans les outils ERM. Ce rapport synthétique présente les résultats des évaluations réalisées du **04 – 12 mai 2024** à travers des **évaluations menées sur terrain avec les informateurs clés**.

DÉTAILS DU DÉPLACEMENT

	29 946 INDIVIDUS DÉPLACÉS		11 381 HOMMES DÉPLACÉS
	5 759 MENAGES DÉPLACÉS		CONFLIT ARMÉ
	18 565 FEMMES DÉPLACÉES		MAI 2024

DÉTAILS SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	SUD KIVU
TERRITOIRE	FIZI
SECTEURS	MUTAMBALA & TANGANYIKA

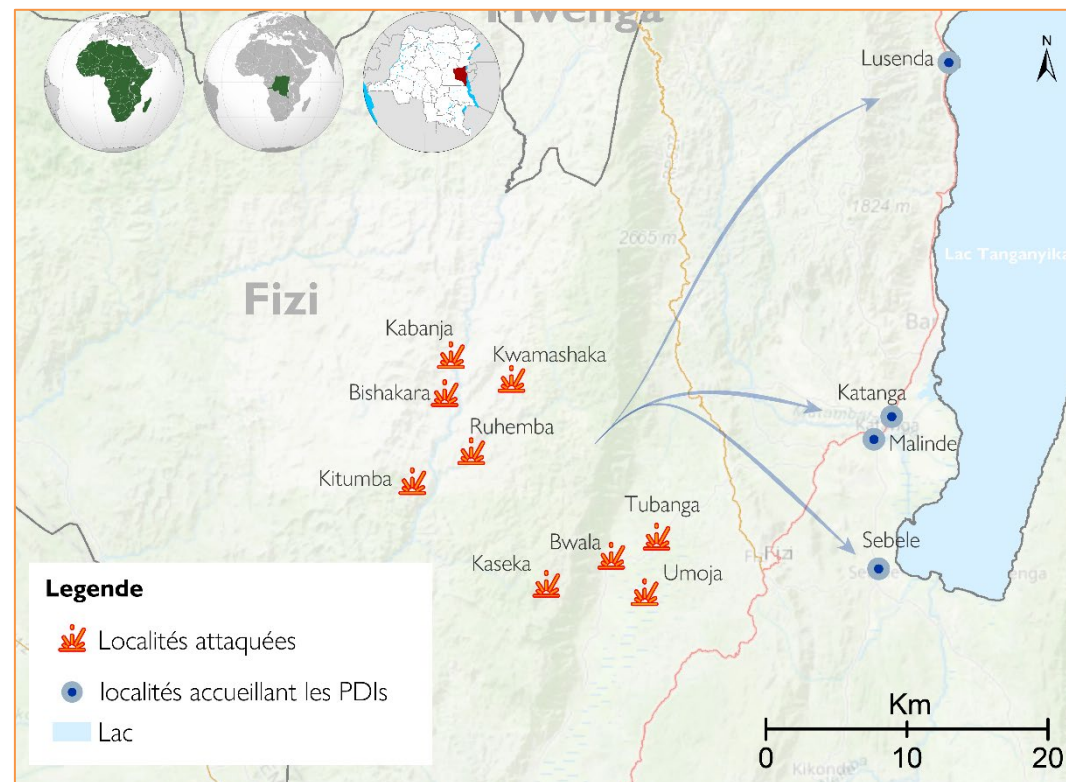
RÉSUMÉ DE L'ALERTE

Depuis le début d'avril 2024, la région des Hauts-Plateaux du territoire de Fizi, située dans la province du Sud-Kivu, est le théâtre d'un conflit persistant opposant deux factions du groupe armé Biloze Bishambuke. Les habitants des villages de cette zone, tels que Bishaka, Bishakara, Kabanja, Kitumba, Kwamashaka et Ruhemba, ont été contraints de quitter de force leurs foyers en raison de ces événements. Après avoir temporairement trouvé refuge dans le groupement de Basikalanga, ces personnes déplacées ont malheureusement dû fuir une nouvelle fois en raison de la persistance du conflit. Depuis la fin d'avril 2024, cette population déplacée se retrouve désormais dans les villages des groupements de Babungwe Sud, Basimukuma Sud, Balala Nord et Balala Sud, toujours dans le territoire de Fizi.

Le déplacement de population a touché 5 759 ménages, soit un total de 29 946 individus répartis dans quatre villages/localités d'accueil. Parmi eux, on compte 2 078 ménages déplacés, regroupant 10 806 individus à Sebele, 602 ménages avec 3 130 individus à Malinde, 2 727 ménages comprenant 14 180 individus à Katanga et enfin, 352 ménages abritant 1 830 individus à Lusenda. Ces villages sont situés dans les secteurs de Mutambala et Tanganyika, dans le territoire de Fizi, province du Sud-Kivu.


PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES


1 	2 	3 	4 	5 
WASH	CASH	NOURRITURE	AMEs	ÉDUCATION



STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES


Localité	Ménage	Individus	Homme	Femme	Enfant <5
SEBELE	2 078	10 806	4 107	6 699	217
LUSENDA	352	1 830	695	1 135	37
MALINDE	602	3 130	1 190	1 940	63
KATANGA	2 727	14 180	5 389	8 791	284
TOTAL	5 759	29 946	11 381	18 565	601


OBSERVATION & ANALYSE

 En raison du conflit entre les factions des groupes armés dans la région, la population de plusieurs villages des hauts plateaux du territoire de Fizi a été contrainte à un déplacement forcé. Après avoir temporairement trouvé refuge dans les villages de Bwala, Umoja, Tubanga 1 et 2, ainsi que Kaseka, situés dans le groupement de Basikalanga, ces habitants ont dû une nouvelle fois fuir vers des zones plus sécurisées. Ils se sont dirigés vers les localités de Sebele (2 078 ménages), Malinde (602 ménages), Katanga (2 727 ménages) et Lusenda (352 ménages) appartenant aux groupements Babungwe-Sud, Basimukuma-Sud et Balala-Nord/Sud du territoire de Fizi en province du Sud-Kivu. Il est à noter que jusqu'à la date de l'évaluation effectuée par les informateurs clés, aucune assistance humanitaire n'avait encore été apportée à cette population déplacée.


 Les personnes déplacées des zones évaluées sont actuellement hébergées par des familles d'accueil. La plupart d'entre elles résident dans des habitations construites à partir de matériaux non-durables, ce qui se traduit par une insuffisance en termes de lits et de couvertures. Les enquêtes réalisées auprès de ces ménages mettent en lumière un besoin croissant en Articles Ménagers Essentiels à la fois chez les personnes déplacées et au sein de la communauté hôte. Il est crucial d'apporter un soutien adéquat à ces ménages déplacés afin d'améliorer leurs conditions de vie et leur permettre de se rétablir progressivement.


 Dans les régions évaluées, l'agriculture de subsistance et la pêche sont les principales sources de revenus pour la communauté locale. Les personnes déplacées se voient contraintes de travailler comme journaliers pour répondre aux besoins de leur foyer, tandis que d'autres cherchent des moyens directs pour assurer leur alimentation. Il est alarmant de constater un manque criant en termes d'aliments nutritifs et de qualité au sein des ménages des personnes déplacées ainsi que dans ceux de la population locale. De nombreux répondants admettent ne consommer qu'un repas par jour, mettant en lumière une situation préoccupante en matière de sécurité alimentaire.


 La majorité de la population des zones évaluées est confrontée à une grave pénurie d'eau potable, car elle dépend principalement des eaux de surface, telles que les rivières Mutambala et Luke ainsi que le lac Tanganyika. Cependant, des efforts ont été déployés pour améliorer l'accès à l'eau dans certaines régions. Par exemple, dans le village de SEBELE, l'organisation OXFAM a réhabilité 36 robinets et installé 5 puits, tandis que dans le village de LUSENDA, l'ONG Tear Fund a mis en place 8 robinets publics. Ces initiatives ont eu un impact positif sur la vie quotidienne des habitants en leur fournissant des sources d'eau plus sûres et plus accessibles.


 En ce qui concerne l'assainissement, il est alarmant de constater que la plupart des ménages ne disposent pas de latrines adéquates, ce qui entraîne une situation où plusieurs ménages doivent partager les mêmes installations sanitaires. De plus, l'accès aux installations de lavage des mains est limité, ce qui aggrave les risques pour la santé publique. Les principaux obstacles à l'accès à l'eau potable incluent le manque de bornes-fontaines fonctionnelles, le déficit d'installations de stockage d'eau et l'absence de partenaires locaux pour soutenir les communautés dans leur approvisionnement en eau.

OBSERVATION & ANALYSE

 Les informateurs clés ont souligné que les populations hôtes et déplacées ont accès à des services de santé vitaux, tels que des centres médicaux, des hôpitaux et des cliniques. Chaque village évalué abritant des personnes déplacées est pourvu d'un centre de santé opérationnel, tous étant accessibles en moins de 45 minutes à pied pour garantir une proximité essentielle aux soins médicaux.

 Cependant, une problématique majeure se profile : la plupart de ces structures sanitaires sont confrontées à une grave pénurie de médicaments essentiels. Cette carence découle directement de l'augmentation significative du nombre de patients observée au cours des quatre dernières semaines. Même si les partenaires apportent un soutien matériel précieux, il reste crucial d'intensifier les efforts pour pallier cette insuffisance critique en approvisionnement médical.

 Dans les zones évaluées, on constate que malgré la présence d'écoles opérationnelles, la majorité des ménages déplacés n'ont pas inscrit leurs enfants, en particulier ceux âgés de plus de 11 ans. Cette situation découle principalement d'un manque de ressources financières pour couvrir les frais de scolarité et l'achat du matériel scolaire requis.

 Depuis le début de la crise, le taux de scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école (6 à 11 ans) a augmenté pour atteindre 85 %, comparé à 76 % avant la crise. Cependant, en raison de contraintes financières, de nombreux élèves ne peuvent fréquenter l'école régulièrement.



Un groupe de discussion dans la province du Sud-Kivu. © IOM/Jules Ngoasethi - 2024